

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2020 B 03589

Numéro SIREN : 302 079 462

Nom ou dénomination : NESTLE PURINA PETCARE FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 08/09/2021 sous le numéro de dépôt 49460



Nestlé Purina Petcare France

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Nestlé Purina Petcare France

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Nestlé Purina Petcare France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Nestlé Purina Petcare France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 4 juin 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Pierre-Henri Pagnon

BILAN et COMPTE de RESULTAT
Société : NESTLE PURINA PETCARE FRANCE
Forme juridique : Société par actions simplifiée
Siège social : 34 40 RUE GUYNEMER 92130 ISSY LES MOULINEAUX
Date de clôture : 31/12/2020

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	39 387	39 387	0	
Fonds commercial	2 414 792	1 524 490	890 302	890 302
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	2 454 179	1 563 877	890 302	890 302
Terrains	19 953 342	7 693 389	12 259 953	12 798 505
Constructions	192 522 178	89 833 677	102 688 501	106 245 730
Installations techniques, matériel	450 083 024	283 553 846	166 529 178	176 241 523
Autres immobilisations corporelles	9 573 573	8 225 530	1 348 042	1 680 582
Immobilisations en cours	32 662 042		32 662 042	11 685 085
Avances et acomptes	1 947 967		1 947 967	1 686 343
TOTAL immobilisations corporelles	706 742 126	389 306 442	317 435 683	310 337 768
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	49 491 450		49 491 450	49 491 450
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	74 700		74 700	74 700
Prêts	763 529		763 529	107 717
Autres immobilisations financières	18 465		18 465	
TOTAL immobilisations financières	50 348 144	0	50 348 144	49 673 867
Total Actif Immobilisé (II)	759 544 449	390 870 319	368 674 129	360 901 936
Matières premières, approvisionnements	30 051 524	637 261	29 414 263	23 681 530
En cours de production de biens	9 288 066		9 288 066	8 691 796
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	2 636 959		2 636 959	2 391 908
Marchandises	415 259		415 259	415 259
TOTAL Stock	42 391 807	637 261	41 754 546	35 180 492
Avances et acomptes versés sur commandes	67 009		67 009	86 009
Clients et comptes rattachés	120 265 371	297 636	119 967 734	48 697 053
Autres créances	24 510 707		24 510 707	44 034 692
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	144 776 078	297 636	144 478 442	92 731 745
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	6 382		6 382	479 741
TOTAL Disponibilités	6 382	0	6 382	479 741
Charges constatées d'avance	151 370		151 370	224 516
TOTAL Actif circulant (III)	187 392 646	934 897	186 457 749	128 702 503
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	946 937 095	391 805 217	555 131 878	489 604 439

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :)	21 091 872	21 091 872
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	49 186	49 186
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	2 109 187	2 109 187
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		0
TOTAL Réserves	2 109 187	2 109 187
Report à nouveau	23 438 139	2 155 759
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	16 010 000	21 282 380
Subventions d'investissement	153 323	
Provisions réglementées	131 490 158	123 432 176
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	194 341 864	170 120 559
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	43 108 183	54 950 381
Provisions pour charges	18 790 009	21 762 948
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	61 898 192	76 713 329
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	53 933 544	53 908 122
TOTAL Dettes financières	53 933 544	53 908 122
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	149 049 454	115 934 161
Dettes fiscales et sociales	48 498 187	61 439 273
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 385 682	11 404 506
Autres dettes	35 020 805	84 490
TOTAL Dettes d'exploitation	244 954 129	188 862 430
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	298 887 672	242 770 551
Ecarts de conversion passif (V)	4 150	
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	555 131 878	489 604 439

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	0		0	169 441 079
Production vendue biens	0	715 585 275	715 585 275	961 644 975
Production vendue services	577 694	55 968 241	56 545 935	49 558 938
Chiffres d'affaires nets	577 694	771 553 516	772 131 210	1 180 644 993
Production stockée			-3 503 260	-32 077 365
Production immobilisée			725 248	1 141 440
Subventions d'exploitation				58 234
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			9 985 700	13 933 343
Autres produits			758 753	364 498
Total des produits d'exploitation (I)			780 097 650	1 164 065 142
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			377 055	87 948 018
Variation de stock (marchandises)				5 119 223
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			475 854 015	440 780 820
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-6 319 796	-2 821 554
Autres achats et charges externes			117 987 647	310 163 102
Impôts, taxes et versements assimilés			10 311 208	13 964 674
Salaires et traitements			78 405 915	96 967 371
Charges sociales			35 128 973	45 072 967
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	29 277 410	28 986 270
		Dotations aux provisions		
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		637 261	2 588 623
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		1 528 291	11 783 117
Autres charges			645 860	58 436 873
Total des charges d'exploitation (II)			743 833 841	1 098 989 504
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			36 263 809	65 075 639
Bénéfice attribué ou perte transférée	(III)			
Perte supportée ou bénéfice transféré	(IV)			
Produits financiers de participations			-36 912	1 552
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			-36 912	1 552
Dotations financières aux amortissements et provisions			106 124	354 268
Intérêts et charges assimilées			358 888	749 209
Différences négatives de change			196 493	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			661 505	1 103 477
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			-698 417	-1 101 925
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			35 565 392	63 973 713

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		45 103 964
Produits exceptionnels sur opérations en capital	9 689	143 512
Reprises sur provisions et transferts de charges	20 953 186	14 360 556
Total des produits exceptionnels (VII)	20 962 875	59 608 033
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	11 066 769	5 085 198
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	346 739	16 422 105
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	18 865 248	63 523 869
Total des charges exceptionnelles (VIII)	30 278 755	85 031 172
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-9 315 880	-25 423 139
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	6 995 471	8 655 587
Impôts sur les bénéfices (X)	3 244 041	8 612 607
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	801 023 613	1 223 674 727
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	785 013 613	1 202 392 347
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	16 010 000	21 282 380

NESTLE PURINA PETCARE FRANCE
ANNEXE aux ETATS FINANCIERS
Exercice clos le 31 décembre 2020



SOMMAIRE

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	3
2. REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	3
1. Immobilisations.....	3
2. Stocks.....	5
3. Créances et dettes.....	5
4. Disponibilités.....	5
5. Valeurs mobilières de placement (VMP).....	5
6. Provisions règlementées.....	5
7. Provisions.....	6
8. Provisions sur les engagements de retraites et assimilés.....	6
9. Opérations en devise.....	6
10. Opérations bénéficiant de couverture.....	7
11. Impôts sur les bénéfices.....	7
12. Chiffre d'affaires.....	7
13. Résultat exceptionnel.....	7
14. Changement de présentation.....	7
3. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF.....	8
1. Immobilisations corporelles et incorporelles.....	8
2. Immobilisations financières.....	10
3. Stocks.....	12
4. Etat des échéances des Créances.....	13
5. Créances clients et comptes rattachés.....	14
6. PRODUITS A RECEVOIR.....	14
7. Charges constatées d'avance.....	14
4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF.....	15
1. Capitaux propres.....	15
2. Etat des provisions.....	16
3. Etat des échéances des dettes.....	17
4. Charges à payer.....	18
5. Eléments concernant les entreprises liées.....	19
5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	20
1. Chiffre d'affaires.....	20
2. Subventions d'Exploitation.....	20

3. Résultat Financier.....	20
4. Résultat Exceptionnel.....	21
5. Situation Fiscale.....	21
19 083.....	23
6. INFORMATIONS DIVERSES.....	24
1. Effectif moyen du personnel salarié.....	24
2. Rémunération des dirigeants.....	24
3. Opération d'apport partiel d'actifs.....	24
4. Identité de la société mère consolidante.....	24
5. Engagements hors bilan.....	24
6. Contrôle fiscal.....	25
7. Contrôle URSSAF.....	25
8. Evénements significatifs survenus depuis la clôture de l'exercice.....	25

Annexe au bilan avant répartition dont le total est de 555 131 878 €
et au compte de résultat dégageant un résultat de 16 010 000 €.
L'exercice a une durée de 12 mois et a été clôturé le 31 décembre 2020.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes présentés
et, à défaut de précision, sont établis en euros.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Fin décembre 2019, la société NPPF a apporté son activité commerciale et de distribution à la société NPPCOF dans le cadre de la mise en place de New Globe Solution (NGS).

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8/09/2014 relatif au Plan Comptable Général. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-après et seules les informations significatives sont exprimées.

1. IMMOBILISATIONS

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), à leur coût de production ou à leur valeur d'apport.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations. Ce coût d'acquisition qui constitue la valeur d'origine est la base de calcul des amortissements.

En cas d'indice de perte de valeur sur un actif, la valeur nette comptable d'une immobilisation est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle est déterminée à partir de la valeur d'utilité calculée suivant la méthode du discounted cash-flows ou de la valeur de marché.

Les logiciels informatiques sont inscrits en "Concessions, brevets et droits similaires".

Les durées d'amortissement sont déterminées selon le rythme attendu de consommation des avantages économiques spécifiques à chaque catégorie d'actif identifiée.

Certaines immobilisations ne font pas l'objet d'amortissements, ce sont par exemple : les immobilisations en cours, les terrains et certains fonds de commerce.

Les immobilisations en cours correspondent à des acquisitions de matériel dont la mise en service n'est pas effective.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

Type d'actif	Sous-catégories et composants	Pourcentage d'amortissement (en %)	
Bâtiments	Usines et bâtiments industriels	de 2,5% à 4%	
	Entrepôts de logistique et de stockage	Constructions	de 2,5% à 4%
		Agencements et aménagements	5%
	Magasins frigorifiques	4%	
	Aménagements des terrains	4%	
	Bureaux et résidences	Constructions	de 2% à 3,33%
Agencements et aménagements		5%	
Machines et équipements industriels	Composants de classe 1 : équipements industriels à haute cadence	10%	
	Composants de classe 2 : équipements industriels à cadence faible ou moyenne	6,67%	
	Composants de classe 3 : équipements industriels spécifiques	5%	
	Composants de classe 4 : équipements à durée de vie longue	4%	
Outillage et équipements divers	Autres équipements industriels	de 20% à 33,33%	
	Equipements des entrepôts	de 10% à 20%	
	Equipements de bureau	20%	
	Equipements commerciaux	de 12,5% à 33,33%	
Véhicules	Camions et voitures	de 12,5% à 33,33%	
Matériel informatique	Ordinateurs, imprimantes, réseaux, serveurs...	de 20% à 33,33%	
	Systèmes de contrôle informatisé des process	12,5%	

Un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions réglementées, est constaté à chaque fois que les durées d'amortissement fiscalement admises sont inférieures aux durées d'utilisation comptables. La constatation d'amortissements dérogatoires, comptabilisés en résultat exceptionnel, permet de ne pas pénaliser la société sur le plan fiscal.

En application des dispositions de l'article 2014-03 du PCG, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis. Ils font l'objet, à chaque clôture, d'un test de dépréciation, selon la méthode des discounted cash-flows, qui consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur actuelle. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont comptabilisées au prix d'achat hors frais accessoires ou à leur valeur d'apport. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable.

Les immobilisations financières sont estimées à la valeur d'utilité à la date de clôture.

Cette dernière est estimée sur la base de plusieurs critères : la valeur des capitaux propres, la situation nette réévaluée, la projection des flux de trésorerie futurs, la rentabilité actuelle et future, ainsi que de la revalorisation de certains actifs évaluée soit à la date du dernier bilan établi soit selon la situation comptable la plus récente.

Une provision pour risques filiales est comptabilisée lorsque la valeur d'utilité est négative.

Les immobilisations financières sont constituées principalement par des titres de participation de sociétés.

Les autres immobilisations financières concernent des dépôts et cautionnements.

2. STOCKS

Les matières premières et les emballages sont évalués à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais accessoires, selon la méthode FIFO. Le coût d'acquisition des matières premières dont le cours fluctue tient compte des effets de couverture et du coût des couvertures.

Les produits finis et en cours de fabrication ont été évalués à leur coût de production comprenant les consommations de matières, les charges directes et indirectes de production.

Les produits finis non commercialisables : fin de séries promotionnelles, produits à DLU proche... ont fait l'objet d'une dépréciation sur la base de leur coût de production.

Le stock de pièces détachées est valorisé au prix unitaire moyen pondéré et fait l'objet d'une dépréciation pour obsolescence déterminée par rapport à la valeur économique de ce stock.

3. CRÉANCES ET DETTES

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu, en fonction des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

4. DISPONIBILITÉS

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

5. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT (VMP)

Non applicable.

6. PROVISIONS RÈGLEMENTÉES

Les provisions règlementées figurant au bilan comprennent les amortissements dérogatoires, la provision pour hausse de prix.

La contrepartie des provisions règlementées est inscrite au compte de résultat dans les charges et produits exceptionnels.

7. PROVISIONS

Provisions pour litiges :

D'une manière générale, chacun des litiges connus dans lesquels la société est impliquée a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la direction. Après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Les propositions de redressements fiscaux contestées par la société ne font pas l'objet d'une provision.

Provisions pour restructuration :

Elles englobent les pénalités de résiliation de contrats avec des tiers, les indemnités de fin de contrat de travail et les éventuels autres coûts liés à des plans de restructuration.

8. PROVISIONS SUR LES ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET ASSIMILÉS

Les provisions sur les engagements de retraites et assimilés sont évaluées et comptabilisées selon la recommandation de l'ANC 2013-02, et font ainsi l'objet d'une provision dans les comptes annuels.

Selon la recommandation ANC n°2013-02, nous avons opté pour la méthode 2 qui reprend la méthode d'évaluation d'IAS 19R.

La valorisation de ces engagements est effectuée sur la base d'évaluations actuarielles en appliquant la méthode des unités de crédit projetées.

Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires, ainsi qu'un taux d'actualisation. Les écarts résultant des changements d'hypothèses actuarielles sont comptabilisés en résultat dès qu'ils sont constatés.

Les principales hypothèses retenues à la clôture sont les suivantes :

	Au 31/12/2019	Au 31/12/2020
Taux d'actualisation	0,5%	0,5%
Table de mortalité	INSEE TH/TF04-06	INSEE TH/TF04-06
Taux d'inflation	1,70%	1,70%
Revalorisation des salaires (avec inflation)	2,20%	2,20%
Revalorisation des médailles	0%	0%
Taux de charges patronales	49%	49%
Taux de turnover		
Age de départ à la retraite - cadres	63 ans	63 ans
Age de départ à la retraite - non cadres	62 ans	62 ans

Les provisions sur les médailles du travail sont évaluées sur la base d'hypothèses actuarielles. L'entreprise enregistre en résultat le coût actuariel estimé sur la durée de vie active des salariés concernés. L'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

9. OPÉRATIONS EN DEVISE

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euro à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice, ou au cours garanti si celles-ci font l'objet d'une couverture.

La différence résultant de l'actualisation de ces dettes et créances est portée au bilan en "écarts de conversion". Les pertes latentes de change non compensées par une couverture font l'objet d'une provision pour risque.

La société applique depuis le 1er janvier 2018 le règlement ANC n° 2015-05 relatifs aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

10. OPÉRATIONS BÉNÉFICIAINT DE COUVERTURE

Néant

11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La société a opté depuis le 01/01/1993 pour le régime de groupe constitué par la société Nestlé Holding France, en vertu des articles 223A et suivants du Code Général des Impôts.
A ce titre, la société calcule son résultat fiscal et comptabilise une charge d'impôt comme en l'absence d'intégration. Les économies ou la charge d'impôt complémentaire résultant du régime restent acquises à la société tête de groupe, Nestlé Holding France.

12. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires des opérations réalisées en France est comptabilisé lorsque le produit est fini. Concernant le chiffre d'affaires réalisé hors de France, il est généralement réalisé auprès de sociétés du groupe qui ont alors en charge la distribution de ces produits localement dans leur propre marché. Les prestations de service comptabilisées sont essentiellement des refacturations de diverses charges effectuées majoritairement à l'intérieur du groupe.

13. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Les produits et charges exceptionnels incluent les éléments extraordinaires, ainsi que les éléments qualifiés d'exceptionnels par le droit comptable selon leur nature ou leur montant.
Il s'agit pour l'essentiel des résultats sur cession d'immobilisations, des amortissements dérogatoires et des conséquences de plans de restructuration.

14. CHANGEMENT DE PRÉSENTATION

Néant.

3. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Tableau des acquisitions et des sorties d'actif de l'exercice

	Ouverture	Investissements (= Augm +/- Vir de PàP)	Sorties d'actif	Autres	Clôture
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisation incorporelles	2 454 179				2 454 179
Total 1 Incorporelles	2 454 179				2 454 179
Terrains	19 915 269	38 073		0	19 953 342
Constructions sur sol propre	136 716 085	0	84 939	0	136 631 146
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....	54 879 048	1 048 955	36 970	0	55 891 033
Installations techniques, matériels et outillages	438 956 323	13 996 345	2 869 644		450 083 024
Installations générales et agencements	119 988				119 988
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 186 487	400 111	133 013	0	9 453 585
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	659 773 199	15 483 484	3 124 567	0	672 132 117
Immobilisations corporelles en cours	11 685 085	20 976 956			32 662 042
Acomptes	1 686 343	261 625			1 947 967
TOTAL	675 598 806	36 722 065	3 124 567	0	709 196 305

Notes

Le texte de l'en-tête de la 3^e colonne "Vir de PàP" signifie virements de poste à poste.

A. Concernant les immobilisations incorporelles

Le fonds commercial inscrit au bilan pour un montant de 2 415 K€ correspond à :

- Friskies pour 290 K€
- Macani pour 1 235 K€
- Ralston Purina pour 890 K€

A l'issue du test de dépréciation aucune dépréciation n'a été constituée.

B. Concernant les immobilisations corporelles

Les investissements réalisés l'ont été essentiellement dans nos usines. Les plus importants d'entre eux ont concerné divers domaines tels que : augmentation de la capacité de production, investissements dans de nouveaux processus et équipement informatiques.

C. Réévaluation de l'actif immobilisé

Non applicable

Tableau des amortissements

SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Ouverture	Augment.	Diminutions	Clôture
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		39 387			39 387
Terrains		7 116 764	576 625		7 693 389
Constructions	Sur sol propre	63 549 074	2 911 369	69 681	66 390 762
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements	21 800 329	1 659 664	17 077	23 442 916
Installations techniques, matériels et outillages		259 950 843	24 086 084	2 563 999	281 472 928
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	78 866	4 136		83 002
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	7 547 026	722 573	127 071	8 142 528
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		360 042 902	29 960 450	2 777 828	387 225 525
TOTAL GENERAL (I + II + III)		360 082 289	29 960 450	2 777 828	387 264 912

Tableau des provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Provisions sur immos incorporelles	1 524 490			1 524 490
Provisions sur immos corporelles	2 763 957		683 040	2 080 918
TOTAL	4 288 447		683 040	3 605 408

Outre la constatation des amortissements, les immobilisations corporelles font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 2 081 K€ pour le site d'Aubigny.

La dépréciation sur les immobilisations corporelles a été reprise à hauteur des amortissements comptabilisés sur l'exercice pour la ligne faisant l'objet de la dépréciation.

2. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Tableau des mouvements de l'exercice

	Valeur Brute Ouverture	Investissements (= Augm +/- Vir de PàP)	Sorties d'Actif	Valeur Brute Clôture	Provision	Autres	Valeur Nette Clôture
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	49 491 450			49 491 450			49 491 450
Autres titres immobilisés	74 700			74 700			74 700
Prêts et autres immobilisations financières	107 717	674 277		781 994			781 994
TOTAL	49 673 867	674 277		50 348 144			50 348 144

Tableau des filiales et participations

	Geltran	NPPCOF
Capital	153 000	48 666 450
Capitaux propres autre que le capital social	1 735 837	11 895 120
Quote part du capital détenu en %	49	100
Valeur comptable des titres	74 700	49 491 450
Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	0	844 536
Montants des cautions et avals donnés par la société exercice écoulé	0	0
CA hors taxes du dernier exercice	10 402 393	789 328 069
Résultat du dernier exercice écoulé	216 468	11 037 322
Dividendes encaissés	0	0
Observations		

Tableau des provisions pour dépréciation des immobilisations financières

	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Provisions sur titres de participations				
Provisions autres immos financières				
TOTAL				

Au 31/12/2020, les tests de dépréciation ont permis de conclure à l'absence de dépréciation des titres de participation.

3. STOCKS

Tableau des stocks

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Matières premières, approvisionnements	30 051 524	637 261	29 414 263	23 681 530
En cours de production de biens	9 288 066		9 288 066	8 691 796
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	2 636 959	6	2 636 959	2 391 908
Marchandises	415 259		415 259	415 259
TOTAL Stocks	42 391 807	637 261	41 754 546	35 180 492

Provisions pour dépréciation des stocks

	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Matières premières, approvisionnements	2 493 845	637 261	-2 493 845	637 261
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	257 316		-257 316	
Marchandises				
TOTAL Provisions Stocks	2 751 161	637 261	-2 751 161	637 261

4. ETAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

		Montant brut	A un an au plus	A + d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts		763 529		763 529
Autres immobilisations financières		18 465	18 465	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		781 994	18 465	763 529
Clients douteux ou litigieux		355 046	355 046	
Autres créances clients		119 910 324	119 910 324	
Créances représentatives de titres prêtés	Prov pour dép			
Personnel et comptes rattachés		206 609	206 609	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		410 622	410 622	
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	272 865	272 865	
	Taxe sur la valeur ajoutée	7 129 961	7 129 961	
	Autres impôts			
	Etat - divers	1 974 551	1 974 551	
Groupes et associés		3 481 407	3 481 407	
Débiteurs divers		11 034 692	11 034 692	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		144 776 078	144 776 078	
Charges constatées d'avance		151 370	151 370	
TOTAL DES CREANCES		145 709 441	144 945 913	763 529
Montant des prêts accordés en cours d'exercice				
Montant des remboursements reçus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis auprès des associés personnes physiques				

La part à plus d'un an est essentiellement constituée de prêts et de dépôts.

L'augmentation diminution du poste client et des provisions correspondantes s'explique par l'apport partiel d'actif à la société NPPCOF réalisé au 31/12/2019 qui avait réduit le solde fin 2019. Le solde 2020 est majoritairement constitué de clients groupe.

La diminution du poste Groupe et associés s'explique par le cash-pooling créancier auprès de NTCE.

5. CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Tableau des créances et des provisions pour dépréciation des créances

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Clients et comptes rattachés	120 265 371	297 636	119 967 734	48 697 053
Autres créances	24 510 707		24 510 707	44 034 692
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	144 776 078	297 636	144 478 442	92 731 745

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions sur comptes clients	501 585	0	203 949	297 636
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL Provisions	501 585	0	203 949	297 636

6. PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir	Montant
Clients Factures à établir HG	25 999
État - Produits à recevoir	1 097 871
RRR à Obtenir & ANR France HG	213 813
Client factures à établir Etranger Grpe	35 794 582
TOTAL	37 132 265

7. CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Non significatif

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

1. CAPITAUX PROPRES

Composition du capital social

Catégorie de titres -->	Actions ordinaires	Autres	TOTAL
Nombre de titres	1 318 242		1 318 242
Valeur nominale	16		16
CAPITAL	21 091 872	0	21 091 872

Détention du capital social

Le Capital Social est détenu à 78.93 % par Nestlé Holding France et à 21.07 % par Nestlé France.

Variation des capitaux propres

	Ouverture	Affectation Résultat	Mvts sur le Capital	Résultat Prov.Régl. Subventns	Autres	Clôture
Capital Social	21 091 872					21 091 872
Primes & Ecart rééval.	49 186					49 186
Réserve Légale	2 109 187					2 109 187
Autres Réserves	0				0	
Report à Nouveau	2 155 759	21 282 380			0	23 438 139
Résultat	21 282 380	-21 282 380		16 010 000		16 010 000
Subventions d'Invest.				153 323		153 323
Provisions Règlementées	123 432 176			8 057 982		131 490 158
Autres						
TOTAL CAPITAUX PROPRES	170 120 559	0		24 221 305	0	194 341 864
Dividendes						

Les flux sur provisions règlementées sont détaillés page suivante.

2. ETAT DES PROVISIONS

Les provisions pour dépréciation étant détaillées dans le chapitre "INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF", le tableau ci-dessous ne reprend que le total de ces provisions.

Nature des provisions	Ouverture	Dotations	Reprises non consommées	Reprises consommées	Autres	Clôture
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires	123 432 176	15 758 469	7 700 487			131 490 158
- Dont majorations exceptionnelles de 30%						
Autres provisions réglementées						
TOTAL PROV. REGLEMENTEES	123 432 176	15 758 469	7 700 487			131 490 158
Provisions pour litige						
Provisions pour garantie						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions	21 762 948	1 634 415		4 607 354		18 790 009
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement des immobilisations						
Provisions pour gros entretien						
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à						
Autres provisions pour risques et charges	54 950 381	2 423 739	340 000	13 925 937,00		43 108 183
TOTAL PROV. RISQUES & CHARGES	76 713 329	4 058 154	340 000	18 533 291		61 898 192
<u>détail des autres Prov Risques & Charges</u>						
Dossier Leonardo	1 249 324			0		1 249 324
Risques sociaux / Prud'hommes	1 074 500			186 043		888 457
Projet Factory 2020	45 074 843			9 276 312		35 798 531
Nestlé en France 2020	5 537 408	2 423 739		3 291 266		4 669 881
Autres risques	1 130 000		340 000			790 000
Autres	884 305			1 172 316		-288 010
TOTAL PROV. DEPRECIATION	7 541 193	637 261		3 638 149		4 540 305
TOTAL GENERAL	207 686 698	20 453 884	8 040 487	22 171 440		197 928 655

	Dotations	Reprises
Dotations et Reprises d'exploitation	2 165 552	8 088 507
Dotations et Reprises financières	106 124	
Dotations et Reprises exceptionnelles	18 182 208	20 953 186
TOTAUX		

Dans le cadre du déploiement du plan de compétitivité des usines, une provision pour risques et charges a été constatée dans les comptes au 31 décembre 2019 pour un montant de 45 074 843 euros.

Au moment de la réalisation de ces dépenses, l'ensemble des coûts seront refacturés à la société Suisse Nestlé Entreprise SA. Il a donc été décidé de comptabiliser un produit à recevoir dans les comptes à hauteur de 45 074 843 euros.

En 2020, 9 276 312 euros ont été refacturés. Le solde de cette provision au 31/12/2020 est donc de 35 798 531 euros.

A ce stade, cette provision et ce produit correspondant sont des estimations et font l'objet de réintégrations et déductions fiscales.

Dès la constatation des dépenses dans les comptes sur les prochains exercices, les dépenses seront déductibles et la refacturation y afférente imposable fiscalement

3. ETAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine					
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers		53 933 544	53 005 747		927 797
Fournisseurs et comptes rattachés		149 049 454	149 049 454		
Personnel et comptes rattachés		25 180 768	25 180 768		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		18 760 675	18 760 675		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	3 291 134	3 291 134		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts	1 265 610	1 265 610		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		12 385 682	12 385 682		
Groupes et associés		34 869 269	34 869 269		
Autres dettes		151 536	151 536		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		298 887 672	297 959 876	0	927 797
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Empts et dettes contractés auprès d'associés personnes physiques					

A noter qu'il existe aucune dette représentée par des effets de commerce.
L'augmentation du poste Groupe et associés s'explique par le cash-pooling créditeur auprès de NTCE

4. CHARGES À PAYER

Charges à payer	Montant
État - Charges à payer	-876 680
Charges à Payer Organismes Sociaux	-410 622
Intérêts courus sur autres emprunts	5 300
Fournisseurs - Factures non parvenues HG	8 027 170
Fournis.Immobilisations - Fact.non parvenues HG	9 554 196
Dettes provisionnées pour congés à payer déductibles	5 216 607
Dettes prov .Participation Intéressement salariés	11 175 934
Personnel - Autres charges à payer	4 777 564
Charges sociales sur congés à payer	4 489 823
Organismes sociaux - Charges à payer	5 056 679
Fournisseurs - FNP - Articles Non Stock	21 651 564
Fournisseurs - FNP - Produits Finis	415 787
Fournisseurs - FNP - Transport Articles en Stock	639 604
Fournisseurs - FNP - Transport Produits Finis	1 096 660
Fournisseurs - FNP - Articles Stock Correction	1 213 083
Fournisseurs - FNP - Articles Non Stock Correction	3 464 898
Fournisseurs - Factures non parvenues GROUPE FR	7 433 541
Commisions et courtage sur achats	644 467
CAP Autres Impôts et taxes	100 539
Dettes Provisionnées Congés à Payer Non Déductiblee	3 083 156
Charges sociales sur Congés à Payer Non Déductiblee	1 402 668
Organic	1 203 600
Fournisseurs - Factures non parvenues GROUPE	120 374
TOTAL	89 485 910

5. ELÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

Il n'existe pas de transactions significatives conclues à des conditions anormales de marché avec des entités autres que des sociétés détenues en totalité par Nestlé S.A. ou avec des sociétés sœurs elles-mêmes détenues (directement ou indirectement) par Nestlé S.A.. A ce titre, les transactions visées par le règlement ANC 2014-03 ne sont pas présentées de manière détaillée dans la présente annexe.

5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				169 441 079
Production vendue biens		715 585 275	715 585 275	961 644 975
Production vendue services	577 694	55 968 241	56 545 935	49 558 938
Chiffres d'affaires nets	577 694	771 553 516	772 131 210	1 180 644 993
Répartition France/Export en %	0,1	99,9	100,0	
% Variation du CA total			-34,6	

2. SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Elles concernent essentiellement des aides à l'apprentissage.

3. RÉSULTAT FINANCIER

	Exercice N	Exercice N-1
Produits financiers de participations	-36 912	1 552
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	-36 912	1 552
Dotations financières aux amortissements et provisions	106 124	354 268
Intérêts et charges assimilées	358 888	749 209
Différences négatives de change	196 493	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	661 505	1 103 477
RÉSULTAT FINANCIER	-698 417	-1 101 925

4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Rubrique	Charges Exceptionnelles			Produits Exceptionnels			IMPACT NET
	Op. de Gestion	Op. en Capital	Provisions	Op. de Gestion	Op. en Capital	Provisions	
Cessions immobilisations		346 739			3 000		-343 739
Provision sur dépréciation des immobilisations			683 040			683 040	
Projet One Nef			2 423 739			3291 266	867 527
Projet Leonardo							
Crossing							
Amortissements dérogatoires			15 758 469			7 700 487	-8 057 982
Ajustement redevances 2018							
Projet factory 2020 CHOT	9 131 857					9 276 312	144 455
Subvention invest.		6 689			6689		
Autres	1 934 912	0	0		0	2 081	-1 932 830
TOTAUX	11 066 769	346 739	18 865 248		9 689	20 953 186	-9 322 569

5. SITUATION FISCALE

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat Comptable avant Impôt	Impôt	Crédits d'Impôt	Résultat NET
Courant	35 565 392	-5 993 225		29 572 167
Exceptionnel	-9 315 880	1 569 845		-7 746 035
Participation salariés	-6 995 471	1 178 827		-5 816 644,00
Crédits d'impôts				
IS antérieur		512		512
TOTAL	19 254 041	-3 244 041		16 010 000

Montant des reports déficitaires imputés sur le calcul de l'IS

Le taux appliqué pour l'impôt société est de 31%. Il est de 28.92% pour les impôts différés.
L'impôt a été ventilé en ventilant les réintégrations et déductions fiscales du tableau 2058 en fonction que celles-ci concernent le résultat courant ou le résultat exceptionnel.

La charge d'impôt se décompose de la manière suivante :

- Impôt sur les bénéfices 3 244 K€
- Impôt différé : 0 K€
- Crédits d'impôts : 0 K€
- Impôt sur les bénéfices des exercices antérieurs : 0 K€

Résultat avant impôt hors provisions réglementées

	Montants
Résultat net de l'exercice	16 010 000
+ impôts sur les bénéfices	3 244 041
= Résultat avant impôt	19 254 041
+ Amortissements dérogatoires (dotations moins reprises)	8 057 982
+ Autres provisions réglementées (dotations moins reprises)	
Résultat avant impôts hors incidence des évaluations dérogatoires et réglementées	27 312 023
Résultat net de l'exercice hors évaluations dérogatoires et réglementées	24 067 982

Fiscalité latente et différée

La société n'a pas opté pour la comptabilisation des impôts différés.

	N - 1	Correct. ouvert.	Transf vers NPPCOF	N-1 corrigé	Accroisse ments	Allègements	N
<u>I - Accroissement de la dette future d'impôt</u>							
Provisions règlementées	-123 432 176			-123 432 176	-15 758 469	7 700 487	-131 490 158
Subventions d'investissement							
Autres							
Sous-Total I	-123 432 176				-15 758 469	7 700 487	-131 490 158
<u>II - Allègement de la dette future d'impôt</u>							
Provisions non déductibles							
Provisions liées à la prévoyance	25 451 330		-5 238 374	20 212 956	-4 300 770	1 348 218	17 260 404
Provisions pour restructuration	12 683 771		-6 742 741	5 941 030	-3 291 266	2 423 739	5 073 503
Provision pour coupons et marketing	2 204 787		-2 204 787				
Autres PRC		35 043		35 043	-35 043		
Provisions pour charges	2 065 859	30 941	-2 096 800				
Dépréciation des stocks							
Dépréciation des immobilisations	2 763 957			2 763 957	-683 040		2 080 917
Autres							
Charges à Payer non déductibles							
Charges à payer fiscales et sociales	17 065 665		-1 351 887	15 713 778	-13 733 288	13 583 248	15 563 738
Autres							
Quote part en société de personnes							
Sous-Total II	62 235 369	65 984	-17 634 589	-78 765 412	-22 043 407	17 355 205	39 978 562
<u>III - Déficits Reportables</u>							
TOTAL I + II + III	-61 196 807	65 984	-17 634 589	-78 765 412	-37 801 876	25 055 692	-91 511 596
Taux d'impôt	28,92	28,92	28,92	28,92			28,92
FISCALITE LATENTE	-17 698 117	19 083	-5 099 923	-22 778 957			-26 465 154

Signification du sens :

- * un montant positif = Allègement de la dette future d'impôt
- * un montant négatif = Accroissement de la dette future d'impôt

6. INFORMATIONS DIVERSES

1. EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL SALARIÉ

	Effectifs
Cadres	279,00
Agents de maîtrise et techniciens	234
Ouvriers	841,00
Employés	11,00
TOTAL	1 365

L'effectif moyen est la moyenne mensuelle des effectifs de fin de mois.

La gestion du CPF est externalisée.

2. RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Ces éléments ne sont pas communiqués car cela reviendrait à donner des rémunérations individuelles.

3. OPÉRATION D'APPORT PARTIEL D'ACTIFS

Fin décembre 2019, la société NPPF a apporté son activité commerciale et de distribution à la société NPPCOF dans le cadre de la mise en place de New Globe Solution (NGS).

4. IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société Nestlé SA, Avenue Nestlé 55 1800 VEVEY, SUISSE, société de droit suisse. Par conséquent, en vertu de l'article L 233-17 du Code de commerce, la société est exemptée de présenter des comptes consolidés.

5. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Principaux engagements donnés

Il n'y a aucun cautionnement auprès des banques

Le contrat de conditionnement (usine de Veauche) est de 412 000 €.

Principaux engagements reçus

Néant.

Sûretés réelles données

Néant.

6. CONTRÔLE FISCAL

Pas de contrôle au cours de l'exercice .

7. CONTRÔLE URSSAF

Pas de contrôle au cours de l'exercice .

8. EVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Néant

NESTLE PURINA PETCARE FRANCE

Société par actions simplifiée au capital de 21.091.872 €
Siège social : 34-40, rue Guynemer – 92130 Issy-les-Moulineaux
302 079 462 R.C.S. NANTERRE

(la « **Société** »)

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
EN DATE DU 7 JUIN 2021

L'an deux mille vingt-et-un,

Le 7 juin, à 9 heures,

La société **Nestlé France**, société par actions simplifiée, au capital de 130.925.520 € dont le siège social est situé au 34-40 rue Guynemer, 92130 Issy-Les-Moulineaux, immatriculée sous le Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 542 014 428, laquelle société est propriétaire de la moitié du capital social de la Société,

Représentée par Monsieur Hubert Marchand, en sa qualité de Directeur Général,

Et :

La société **Nestlé Holding France**, société par actions simplifiées au capital social de 739.559.392 €, ayant son siège social au 34-40 rue Guynemer, 92130 Issy-Les-Moulineaux, immatriculée sous le numéro 345 019 863 au Registre du Commerce et des Sociétés de Meaux,

Représentée par Monsieur Hubert Marchand, dûment habilité à l'effet des présentes,

seuls Associés de la Société (ci-après « **l'Assemblée Générale** »).

Il a été établi une feuille de présence signée par tous les associés présents ou représentés.

L'Assemblée Générale est présidée par Monsieur Bruno Burdy, en sa qualité de Président de la Société, (ci-après le « **Président de Séance** »).

Le Président de séance met à la disposition de l'Assemblée Générale :

- La copie de la lettre de convocations au Commissaire aux comptes ;
- La copie des lettres de convocations aux associés ;
- Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2020 ;
- Le rapport de gestion établi par le Président ;
- Le texte des résolutions proposées à l'Assemblée Générale ; et
- Un exemplaire des statuts à jour de la Société (les « Statuts »).

DS
HM

Après avoir constaté que le cabinet **Ernst & Young Audit**, Commissaire aux comptes titulaire a préalablement été informé des présentes décisions,

Le Président de séance rappelle que l'Assemblée Générale est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Approbation de l'inventaire, du rapport de gestion et des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et quitus au Président ;
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- Approbation des dépenses non déductibles fiscalement ;
- Approbation des conventions réglementées visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce ;
- Renouvellement du mandat du Président de la Société ;
- Questions diverses ; et
- Pouvoir pour l'accomplissement des formalités.

Lecture est ensuite donnée du rapport de gestion établi par le Président.

Enfin, le Président de séance déclare la séance ouverte.

PREMIERE RESOLUTION

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport de gestion présenté par le Président sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et du rapport du Commissaire aux comptes, approuvent les comptes annuels de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés.

Ils approuvent également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans le rapport de gestion.

Les Associés donnent en conséquence au Président quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat au titre dudit exercice.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Le résultat de l'exercice 2019 est affecté comme suit :

Le montant à affecter se décompose ainsi :

Report à Nouveau antérieur	23.438.138,76
Résultat de l'exercice	16.010.000,08
Soit un total de	39.448.138,84

Proposition d'Affectation :

Report à Nouveau	39.448.138,84
Soit un total de	39.448.138,84

Au titre des trois derniers exercices, les dividendes distribués ont été les suivants :

année de versement	au titre de l'exercice clos le	dividende par action	dividende total	dividende non éligible à la réfaction de 40%	dividende éligible à la réfaction de 40%
2020	31/12/2019	0,00	0,00		
2019	31/12/2018	19,00	25.046.598,00		
2018	31/12/2017	35,00	46.138.470,00		

La résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport du Président, prennent acte que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles fiscalement au sens des articles 233 quater et 39.4 du Code général des impôts pour un montant de 58 K€. Par conséquent, l'impôt supporté en raison desdites dépenses ou charges s'élève à 18 K€.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Les Associés constatent qu'aucune convention visée à l'article L. 227-10 du Code de commerce n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport du Président, décident renouveler le mandat de Monsieur Didier Beaudoin, en qualité de Président de la Société, pour une nouvelle durée d'une année qui expirera en 2022 à l'issue des décisions collectives des associés appelés à statuer sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2021.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

Les Associés confèrent tous pouvoirs :

- au cabinet d'avocats Eversheds Sutherland (France) LLP, 8 place d'Iéna, 75116 Paris ;

et/ou

- au formaliste **JOURNAL LA LOI**, une marque de la société « **LEXTENSO** » dont le siège social est : La Grande Arche – Paroi nord - 1, Parvis de la Défense – 92044 Paris La Défense (572 098 507 R.C.S. Nanterre),
 - de pour et au nom de la Société, faire auprès du greffe du Tribunal compétent et/ou au centre de formalités des entreprises, les formalités subséquentes au Registre du Commerce et des Sociétés concernant ladite Société, procéder si nécessaire à tout enregistrement auprès du service des impôts compétent et de certifier conforme les actes visés à l'article R. 123-102 du Code de commerce dans le cadre de l'article A. 123-4 dudit Code,
 - en conséquence, faire toutes déclarations et démarches, produire toutes pièces

justificatives, effectuer tout dépôt de pièces, signer tous documents, requêtes et documents utiles, élire domicile, substituer en totalité ou en partie, et en général, faire tout ce qui sera nécessaire.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

De tout ce que dessus, les Associés ont dressé et signé le présent procès-verbal.

DocuSigned by:
Hubert Marchand
D23AF7280AF4489...

DocuSigned by:
Hubert Marchand
D23AF7280AF4489...

NESTLE FRANCE
Représentée par Monsieur Hubert Marchand

NESTLE HOLDING FRANCE
Représentée par Monsieur Hubert Marchand



Nestlé Purina Petcare France

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Nestlé Purina Petcare France

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Nestlé Purina Petcare France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Nestlé Purina Petcare France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 4 juin 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Pierre-Henri Pagnon

BILAN et COMPTE de RESULTAT
Société : NESTLE PURINA PETCARE FRANCE
Forme juridique : Société par actions simplifiée
Siège social : 34 40 RUE GUYNEMER 92130 ISSY LES MOULINEAUX
Date de clôture : 31/12/2020

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	39 387	39 387	0	
Fonds commercial	2 414 792	1 524 490	890 302	890 302
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	2 454 179	1 563 877	890 302	890 302
Terrains	19 953 342	7 693 389	12 259 953	12 798 505
Constructions	192 522 178	89 833 677	102 688 501	106 245 730
Installations techniques, matériel	450 083 024	283 553 846	166 529 178	176 241 523
Autres immobilisations corporelles	9 573 573	8 225 530	1 348 042	1 680 582
Immobilisations en cours	32 662 042		32 662 042	11 685 085
Avances et acomptes	1 947 967		1 947 967	1 686 343
TOTAL immobilisations corporelles	706 742 126	389 306 442	317 435 683	310 337 768
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	49 491 450		49 491 450	49 491 450
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	74 700		74 700	74 700
Prêts	763 529		763 529	107 717
Autres immobilisations financières	18 465		18 465	
TOTAL immobilisations financières	50 348 144	0	50 348 144	49 673 867
Total Actif Immobilisé (II)	759 544 449	390 870 319	368 674 129	360 901 936
Matières premières, approvisionnements	30 051 524	637 261	29 414 263	23 681 530
En cours de production de biens	9 288 066		9 288 066	8 691 796
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	2 636 959		2 636 959	2 391 908
Marchandises	415 259		415 259	415 259
TOTAL Stock	42 391 807	637 261	41 754 546	35 180 492
Avances et acomptes versés sur commandes	67 009		67 009	86 009
Clients et comptes rattachés	120 265 371	297 636	119 967 734	48 697 053
Autres créances	24 510 707		24 510 707	44 034 692
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	144 776 078	297 636	144 478 442	92 731 745
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	6 382		6 382	479 741
TOTAL Disponibilités	6 382	0	6 382	479 741
Charges constatées d'avance	151 370		151 370	224 516
TOTAL Actif circulant (III)	187 392 646	934 897	186 457 749	128 702 503
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	946 937 095	391 805 217	555 131 878	489 604 439

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :)	21 091 872	21 091 872
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	49 186	49 186
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	2 109 187	2 109 187
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		0
TOTAL Réserves	2 109 187	2 109 187
Report à nouveau	23 438 139	2 155 759
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	16 010 000	21 282 380
Subventions d'investissement	153 323	
Provisions réglementées	131 490 158	123 432 176
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	194 341 864	170 120 559
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	43 108 183	54 950 381
Provisions pour charges	18 790 009	21 762 948
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	61 898 192	76 713 329
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	53 933 544	53 908 122
TOTAL Dettes financières	53 933 544	53 908 122
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	149 049 454	115 934 161
Dettes fiscales et sociales	48 498 187	61 439 273
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 385 682	11 404 506
Autres dettes	35 020 805	84 490
TOTAL Dettes d'exploitation	244 954 129	188 862 430
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	298 887 672	242 770 551
Ecarts de conversion passif (V)	4 150	
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	555 131 878	489 604 439

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	0		0	169 441 079
Production vendue biens	0	715 585 275	715 585 275	961 644 975
Production vendue services	577 694	55 968 241	56 545 935	49 558 938
Chiffres d'affaires nets	577 694	771 553 516	772 131 210	1 180 644 993
Production stockée			-3 503 260	-32 077 365
Production immobilisée			725 248	1 141 440
Subventions d'exploitation				58 234
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			9 985 700	13 933 343
Autres produits			758 753	364 498
Total des produits d'exploitation (I)			780 097 650	1 164 065 142
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			377 055	87 948 018
Variation de stock (marchandises)				5 119 223
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			475 854 015	440 780 820
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-6 319 796	-2 821 554
Autres achats et charges externes			117 987 647	310 163 102
Impôts, taxes et versements assimilés			10 311 208	13 964 674
Salaires et traitements			78 405 915	96 967 371
Charges sociales			35 128 973	45 072 967
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	29 277 410	28 986 270
		Dotations aux provisions		
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		637 261	2 588 623
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		1 528 291	11 783 117
Autres charges			645 860	58 436 873
Total des charges d'exploitation (II)			743 833 841	1 098 989 504
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			36 263 809	65 075 639
Bénéfice attribué ou perte transférée	(III)			
Perte supportée ou bénéfice transféré	(IV)			
Produits financiers de participations			-36 912	1 552
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			-36 912	1 552
Dotations financières aux amortissements et provisions			106 124	354 268
Intérêts et charges assimilées			358 888	749 209
Différences négatives de change			196 493	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			661 505	1 103 477
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			-698 417	-1 101 925
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			35 565 392	63 973 713

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		45 103 964
Produits exceptionnels sur opérations en capital	9 689	143 512
Reprises sur provisions et transferts de charges	20 953 186	14 360 556
Total des produits exceptionnels (VII)	20 962 875	59 608 033
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	11 066 769	5 085 198
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	346 739	16 422 105
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	18 865 248	63 523 869
Total des charges exceptionnelles (VIII)	30 278 755	85 031 172
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-9 315 880	-25 423 139
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	6 995 471	8 655 587
Impôts sur les bénéfices (X)	3 244 041	8 612 607
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	801 023 613	1 223 674 727
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	785 013 613	1 202 392 347
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	16 010 000	21 282 380

NESTLE PURINA PETCARE FRANCE
ANNEXE aux ETATS FINANCIERS
Exercice clos le 31 décembre 2020



SOMMAIRE

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	3
2. REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	3
1. Immobilisations.....	3
2. Stocks.....	5
3. Créances et dettes.....	5
4. Disponibilités.....	5
5. Valeurs mobilières de placement (VMP).....	5
6. Provisions règlementées.....	5
7. Provisions.....	6
8. Provisions sur les engagements de retraites et assimilés.....	6
9. Opérations en devise.....	6
10. Opérations bénéficiant de couverture.....	7
11. Impôts sur les bénéfices.....	7
12. Chiffre d'affaires.....	7
13. Résultat exceptionnel.....	7
14. Changement de présentation.....	7
3. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF.....	8
1. Immobilisations corporelles et incorporelles.....	8
2. Immobilisations financières.....	10
3. Stocks.....	12
4. Etat des échéances des Créances.....	13
5. Créances clients et comptes rattachés.....	14
6. PRODUITS A RECEVOIR.....	14
7. Charges constatées d'avance.....	14
4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF.....	15
1. Capitaux propres.....	15
2. Etat des provisions.....	16
3. Etat des échéances des dettes.....	17
4. Charges à payer.....	18
5. Eléments concernant les entreprises liées.....	19
5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	20
1. Chiffre d'affaires.....	20
2. Subventions d'Exploitation.....	20

3. Résultat Financier.....	20
4. Résultat Exceptionnel.....	21
5. Situation Fiscale.....	21
19 083.....	23
6. INFORMATIONS DIVERSES.....	24
1. Effectif moyen du personnel salarié.....	24
2. Rémunération des dirigeants.....	24
3. Opération d'apport partiel d'actifs.....	24
4. Identité de la société mère consolidante.....	24
5. Engagements hors bilan.....	24
6. Contrôle fiscal.....	25
7. Contrôle URSSAF.....	25
8. Evénements significatifs survenus depuis la clôture de l'exercice.....	25

Annexe au bilan avant répartition dont le total est de 555 131 878 €
et au compte de résultat dégageant un résultat de 16 010 000 €.
L'exercice a une durée de 12 mois et a été clôturé le 31 décembre 2020.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes présentés
et, à défaut de précision, sont établis en euros.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Fin décembre 2019, la société NPPF a apporté son activité commerciale et de distribution à la société NPPCOF dans le cadre de la mise en place de New Globe Solution (NGS).

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8/09/2014 relatif au Plan Comptable Général. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-après et seules les informations significatives sont exprimées.

1. IMMOBILISATIONS

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), à leur coût de production ou à leur valeur d'apport.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations. Ce coût d'acquisition qui constitue la valeur d'origine est la base de calcul des amortissements.

En cas d'indice de perte de valeur sur un actif, la valeur nette comptable d'une immobilisation est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle est déterminée à partir de la valeur d'utilité calculée suivant la méthode du discounted cash-flows ou de la valeur de marché.

Les logiciels informatiques sont inscrits en "Concessions, brevets et droits similaires".

Les durées d'amortissement sont déterminées selon le rythme attendu de consommation des avantages économiques spécifiques à chaque catégorie d'actif identifiée.

Certaines immobilisations ne font pas l'objet d'amortissements, ce sont par exemple : les immobilisations en cours, les terrains et certains fonds de commerce.

Les immobilisations en cours correspondent à des acquisitions de matériel dont la mise en service n'est pas effective.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

Type d'actif	Sous-catégories et composants	Pourcentage d'amortissement (en %)	
Bâtiments	Usines et bâtiments industriels	de 2,5% à 4%	
	Entrepôts de logistique et de stockage	Constructions	de 2,5% à 4%
		Agencements et aménagements	5%
	Magasins frigorifiques	4%	
	Aménagements des terrains	4%	
	Bureaux et résidences	Constructions	de 2% à 3,33%
Agencements et aménagements		5%	
Machines et équipements industriels	Composants de classe 1 : équipements industriels à haute cadence	10%	
	Composants de classe 2 : équipements industriels à cadence faible ou moyenne	6,67%	
	Composants de classe 3 : équipements industriels spécifiques	5%	
	Composants de classe 4 : équipements à durée de vie longue	4%	
Outillage et équipements divers	Autres équipements industriels	de 20% à 33,33%	
	Equipements des entrepôts	de 10% à 20%	
	Equipements de bureau	20%	
	Equipements commerciaux	de 12,5% à 33,33%	
Véhicules	Camions et voitures	de 12,5% à 33,33%	
Matériel informatique	Ordinateurs, imprimantes, réseaux, serveurs...	de 20% à 33,33%	
	Systèmes de contrôle informatisé des process	12,5%	

Un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions réglementées, est constaté à chaque fois que les durées d'amortissement fiscalement admises sont inférieures aux durées d'utilisation comptables. La constatation d'amortissements dérogatoires, comptabilisés en résultat exceptionnel, permet de ne pas pénaliser la société sur le plan fiscal.

En application des dispositions de l'article 2014-03 du PCG, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis. Ils font l'objet, à chaque clôture, d'un test de dépréciation, selon la méthode des discounted cash-flows, qui consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur actuelle. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont comptabilisées au prix d'achat hors frais accessoires ou à leur valeur d'apport. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable.

Les immobilisations financières sont estimées à la valeur d'utilité à la date de clôture.

Cette dernière est estimée sur la base de plusieurs critères : la valeur des capitaux propres, la situation nette réévaluée, la projection des flux de trésorerie futurs, la rentabilité actuelle et future, ainsi que de la revalorisation de certains actifs évaluée soit à la date du dernier bilan établi soit selon la situation comptable la plus récente.

Une provision pour risques filiales est comptabilisée lorsque la valeur d'utilité est négative.

Les immobilisations financières sont constituées principalement par des titres de participation de sociétés.

Les autres immobilisations financières concernent des dépôts et cautionnements.

2. STOCKS

Les matières premières et les emballages sont évalués à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais accessoires, selon la méthode FIFO. Le coût d'acquisition des matières premières dont le cours fluctue tient compte des effets de couverture et du coût des couvertures.

Les produits finis et en cours de fabrication ont été évalués à leur coût de production comprenant les consommations de matières, les charges directes et indirectes de production.

Les produits finis non commercialisables : fin de séries promotionnelles, produits à DLU proche... ont fait l'objet d'une dépréciation sur la base de leur coût de production.

Le stock de pièces détachées est valorisé au prix unitaire moyen pondéré et fait l'objet d'une dépréciation pour obsolescence déterminée par rapport à la valeur économique de ce stock.

3. CRÉANCES ET DETTES

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu, en fonction des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

4. DISPONIBILITÉS

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées à leur valeur nominale.

5. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT (VMP)

Non applicable.

6. PROVISIONS RÈGLEMENTÉES

Les provisions règlementées figurant au bilan comprennent les amortissements dérogatoires, la provision pour hausse de prix.

La contrepartie des provisions règlementées est inscrite au compte de résultat dans les charges et produits exceptionnels.

7. PROVISIONS

Provisions pour litiges :

D'une manière générale, chacun des litiges connus dans lesquels la société est impliquée a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la direction. Après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Les propositions de redressements fiscaux contestées par la société ne font pas l'objet d'une provision.

Provisions pour restructuration :

Elles englobent les pénalités de résiliation de contrats avec des tiers, les indemnités de fin de contrat de travail et les éventuels autres coûts liés à des plans de restructuration.

8. PROVISIONS SUR LES ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET ASSIMILÉS

Les provisions sur les engagements de retraites et assimilés sont évaluées et comptabilisées selon la recommandation de l'ANC 2013-02, et font ainsi l'objet d'une provision dans les comptes annuels.

Selon la recommandation ANC n°2013-02, nous avons opté pour la méthode 2 qui reprend la méthode d'évaluation d'IAS 19R.

La valorisation de ces engagements est effectuée sur la base d'évaluations actuarielles en appliquant la méthode des unités de crédit projetées.

Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires, ainsi qu'un taux d'actualisation. Les écarts résultant des changements d'hypothèses actuarielles sont comptabilisés en résultat dès qu'ils sont constatés.

Les principales hypothèses retenues à la clôture sont les suivantes :

	Au 31/12/2019	Au 31/12/2020
Taux d'actualisation	0,5%	0,5%
Table de mortalité	INSEE TH/TF04-06	INSEE TH/TF04-06
Taux d'inflation	1,70%	1,70%
Revalorisation des salaires (avec inflation)	2,20%	2,20%
Revalorisation des médailles	0%	0%
Taux de charges patronales	49%	49%
Taux de turnover		
Age de départ à la retraite - cadres	63 ans	63 ans
Age de départ à la retraite - non cadres	62 ans	62 ans

Les provisions sur les médailles du travail sont évaluées sur la base d'hypothèses actuarielles. L'entreprise enregistre en résultat le coût actuariel estimé sur la durée de vie active des salariés concernés. L'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

9. OPÉRATIONS EN DEVISE

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euro à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice, ou au cours garanti si celles-ci font l'objet d'une couverture.

La différence résultant de l'actualisation de ces dettes et créances est portée au bilan en "écarts de conversion". Les pertes latentes de change non compensées par une couverture font l'objet d'une provision pour risque.

La société applique depuis le 1er janvier 2018 le règlement ANC n° 2015-05 relatifs aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

10. OPÉRATIONS BÉNÉFICIAINT DE COUVERTURE

Néant

11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La société a opté depuis le 01/01/1993 pour le régime de groupe constitué par la société Nestlé Holding France, en vertu des articles 223A et suivants du Code Général des Impôts.
A ce titre, la société calcule son résultat fiscal et comptabilise une charge d'impôt comme en l'absence d'intégration. Les économies ou la charge d'impôt complémentaire résultant du régime restent acquises à la société tête de groupe, Nestlé Holding France.

12. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires des opérations réalisées en France est comptabilisé lorsque le produit est fini. Concernant le chiffre d'affaires réalisé hors de France, il est généralement réalisé auprès de sociétés du groupe qui ont alors en charge la distribution de ces produits localement dans leur propre marché. Les prestations de service comptabilisées sont essentiellement des refacturations de diverses charges effectuées majoritairement à l'intérieur du groupe.

13. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Les produits et charges exceptionnels incluent les éléments extraordinaires, ainsi que les éléments qualifiés d'exceptionnels par le droit comptable selon leur nature ou leur montant.
Il s'agit pour l'essentiel des résultats sur cession d'immobilisations, des amortissements dérogatoires et des conséquences de plans de restructuration.

14. CHANGEMENT DE PRÉSENTATION

Néant.

3. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Tableau des acquisitions et des sorties d'actif de l'exercice

	Ouverture	Investissements (= Augm +/- Vir de PàP)	Sorties d'actif	Autres	Clôture
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisation incorporelles	2 454 179				2 454 179
Total 1 Incorporelles	2 454 179				2 454 179
Terrains	19 915 269	38 073		0	19 953 342
Constructions sur sol propre	136 716 085	0	84 939	0	136 631 146
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....	54 879 048	1 048 955	36 970	0	55 891 033
Installations techniques, matériels et outillages	438 956 323	13 996 345	2 869 644		450 083 024
Installations générales et agencements	119 988				119 988
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 186 487	400 111	133 013	0	9 453 585
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	659 773 199	15 483 484	3 124 567	0	672 132 117
Immobilisations corporelles en cours	11 685 085	20 976 956			32 662 042
Acomptes	1 686 343	261 625			1 947 967
TOTAL	675 598 806	36 722 065	3 124 567	0	709 196 305

Notes

Le texte de l'en-tête de la 3^e colonne "Vir de PàP" signifie virements de poste à poste.

A. Concernant les immobilisations incorporelles

Le fonds commercial inscrit au bilan pour un montant de 2 415 K€ correspond à :

- Friskies pour 290 K€
- Macani pour 1 235 K€
- Ralston Purina pour 890 K€

A l'issue du test de dépréciation aucune dépréciation n'a été constituée.

B. Concernant les immobilisations corporelles

Les investissements réalisés l'ont été essentiellement dans nos usines. Les plus importants d'entre eux ont concerné divers domaines tels que : augmentation de la capacité de production, investissements dans de nouveaux processus et équipement informatiques.

C. Réévaluation de l'actif immobilisé

Non applicable

Tableau des amortissements

SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Ouverture	Augment.	Diminutions	Clôture
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		39 387			39 387
Terrains		7 116 764	576 625		7 693 389
Constructions	Sur sol propre	63 549 074	2 911 369	69 681	66 390 762
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements	21 800 329	1 659 664	17 077	23 442 916
Installations techniques, matériels et outillages		259 950 843	24 086 084	2 563 999	281 472 928
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	78 866	4 136		83 002
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	7 547 026	722 573	127 071	8 142 528
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		360 042 902	29 960 450	2 777 828	387 225 525
TOTAL GENERAL (I + II + III)		360 082 289	29 960 450	2 777 828	387 264 912

Tableau des provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Provisions sur immos incorporelles	1 524 490			1 524 490
Provisions sur immos corporelles	2 763 957		683 040	2 080 918
TOTAL	4 288 447		683 040	3 605 408

Outre la constatation des amortissements, les immobilisations corporelles font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 2 081 K€ pour le site d'Aubigny.

La dépréciation sur les immobilisations corporelles a été reprise à hauteur des amortissements comptabilisés sur l'exercice pour la ligne faisant l'objet de la dépréciation.

2. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Tableau des mouvements de l'exercice

	Valeur Brute Ouverture	Investissements (= Augm +/- Vir de PàP)	Sorties d'Actif	Valeur Brute Clôture	Provision	Autres	Valeur Nette Clôture
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	49 491 450			49 491 450			49 491 450
Autres titres immobilisés	74 700			74 700			74 700
Prêts et autres immobilisations financières	107 717	674 277		781 994			781 994
TOTAL	49 673 867	674 277		50 348 144			50 348 144

Tableau des filiales et participations

	Geltran	NPPCOF
Capital	153 000	48 666 450
Capitaux propres autre que le capital social	1 735 837	11 895 120
Quote part du capital détenu en %	49	100
Valeur comptable des titres	74 700	49 491 450
Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	0	844 536
Montants des cautions et avals donnés par la société exercice écoulé	0	0
CA hors taxes du dernier exercice	10 402 393	789 328 069
Résultat du dernier exercice écoulé	216 468	11 037 322
Dividendes encaissés	0	0
Observations		

Tableau des provisions pour dépréciation des immobilisations financières

	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Provisions sur titres de participations				
Provisions autres immos financières				
TOTAL				

Au 31/12/2020, les tests de dépréciation ont permis de conclure à l'absence de dépréciation des titres de participation.

3. STOCKS

Tableau des stocks

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Matières premières, approvisionnements	30 051 524	637 261	29 414 263	23 681 530
En cours de production de biens	9 288 066		9 288 066	8 691 796
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	2 636 959	6	2 636 959	2 391 908
Marchandises	415 259		415 259	415 259
TOTAL Stocks	42 391 807	637 261	41 754 546	35 180 492

Provisions pour dépréciation des stocks

	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Matières premières, approvisionnements	2 493 845	637 261	-2 493 845	637 261
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	257 316		-257 316	
Marchandises				
TOTAL Provisions Stocks	2 751 161	637 261	-2 751 161	637 261

4. ETAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

		Montant brut	A un an au plus	A + d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts		763 529		763 529
Autres immobilisations financières		18 465	18 465	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		781 994	18 465	763 529
Clients douteux ou litigieux		355 046	355 046	
Autres créances clients		119 910 324	119 910 324	
Créances représentatives de titres prêtés	Prov pour dép			
Personnel et comptes rattachés		206 609	206 609	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		410 622	410 622	
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	272 865	272 865	
	Taxe sur la valeur ajoutée	7 129 961	7 129 961	
	Autres impôts			
	Etat - divers	1 974 551	1 974 551	
Groupes et associés		3 481 407	3 481 407	
Débiteurs divers		11 034 692	11 034 692	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		144 776 078	144 776 078	
Charges constatées d'avance		151 370	151 370	
TOTAL DES CREANCES		145 709 441	144 945 913	763 529
Montant des prêts accordés en cours d'exercice				
Montant des remboursements reçus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis auprès des associés personnes physiques				

La part à plus d'un an est essentiellement constituée de prêts et de dépôts.

L'augmentation diminution du poste client et des provisions correspondantes s'explique par l'apport partiel d'actif à la société NPPCOF réalisé au 31/12/2019 qui avait réduit le solde fin 2019. Le solde 2020 est majoritairement constitué de clients groupe.

La diminution du poste Groupe et associés s'explique par le cash-pooling créiteur auprès de NTCE.

5. CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Tableau des créances et des provisions pour dépréciation des créances

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Clients et comptes rattachés	120 265 371	297 636	119 967 734	48 697 053
Autres créances	24 510 707		24 510 707	44 034 692
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	144 776 078	297 636	144 478 442	92 731 745

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions sur comptes clients	501 585	0	203 949	297 636
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL Provisions	501 585	0	203 949	297 636

6. PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir	Montant
Clients Factures à établir HG	25 999
État - Produits à recevoir	1 097 871
RRR à Obtenir & ANR France HG	213 813
Client factures à établir Etranger Grpe	35 794 582
TOTAL	37 132 265

7. CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Non significatif

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

1. CAPITAUX PROPRES

Composition du capital social

Catégorie de titres -->	Actions ordinaires	Autres	TOTAL
Nombre de titres	1 318 242		1 318 242
Valeur nominale	16		16
CAPITAL	21 091 872	0	21 091 872

Détention du capital social

Le Capital Social est détenu à 78.93 % par Nestlé Holding France et à 21.07 % par Nestlé France.

Variation des capitaux propres

	Ouverture	Affectation Résultat	Mvts sur le Capital	Résultat Prov.Régl. Subventns	Autres	Clôture
Capital Social	21 091 872					21 091 872
Primes & Ecart rééval.	49 186					49 186
Réserve Légale	2 109 187					2 109 187
Autres Réserves	0				0	
Report à Nouveau	2 155 759	21 282 380			0	23 438 139
Résultat	21 282 380	-21 282 380		16 010 000		16 010 000
Subventions d'Invest.				153 323		153 323
Provisions Règlementées	123 432 176			8 057 982		131 490 158
Autres						
TOTAL CAPITAUX PROPRES	170 120 559	0		24 221 305	0	194 341 864
Dividendes						

Les flux sur provisions règlementées sont détaillés page suivante.

2. ETAT DES PROVISIONS

Les provisions pour dépréciation étant détaillées dans le chapitre "INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF", le tableau ci-dessous ne reprend que le total de ces provisions.

Nature des provisions	Ouverture	Dotations	Reprises non consommées	Reprises consommées	Autres	Clôture
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires	123 432 176	15 758 469	7 700 487			131 490 158
- Dont majorations exceptionnelles de 30%						
Autres provisions réglementées						
TOTAL PROV. REGLEMENTEES	123 432 176	15 758 469	7 700 487			131 490 158
Provisions pour litige						
Provisions pour garantie						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions	21 762 948	1 634 415		4 607 354		18 790 009
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement des immobilisations						
Provisions pour gros entretien						
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à						
Autres provisions pour risques et charges	54 950 381	2 423 739	340 000	13 925 937,00		43 108 183
TOTAL PROV. RISQUES & CHARGES	76 713 329	4 058 154	340 000	18 533 291		61 898 192
<u>détail des autres Prov Risques & Charges</u>						
Dossier Leonardo	1 249 324			0		1 249 324
Risques sociaux / Prud'hommes	1 074 500			186 043		888 457
Projet Factory 2020	45 074 843			9 276 312		35 798 531
Nestlé en France 2020	5 537 408	2 423 739		3 291 266		4 669 881
Autres risques	1 130 000		340 000			790 000
Autres	884 305			1 172 316		-288 010
TOTAL PROV. DEPRECIATION	7 541 193	637 261		3 638 149		4 540 305
TOTAL GENERAL	207 686 698	20 453 884	8 040 487	22 171 440		197 928 655

	Dotations	Reprises
Dotations et Reprises d'exploitation	2 165 552	8 088 507
Dotations et Reprises financières	106 124	
Dotations et Reprises exceptionnelles	18 182 208	20 953 186
TOTAUX		

Dans le cadre du déploiement du plan de compétitivité des usines, une provision pour risques et charges a été constatée dans les comptes au 31 décembre 2019 pour un montant de 45 074 843 euros.

Au moment de la réalisation de ces dépenses, l'ensemble des coûts seront refacturés à la société Suisse Nestlé Entreprise SA. Il a donc été décidé de comptabiliser un produit à recevoir dans les comptes à hauteur de 45 074 843 euros.

En 2020, 9 276 312 euros ont été refacturés. Le solde de cette provision au 31/12/2020 est donc de 35 798 531 euros.

A ce stade, cette provision et ce produit correspondant sont des estimations et font l'objet de réintégrations et déductions fiscales.

Dès la constatation des dépenses dans les comptes sur les prochains exercices, les dépenses seront déductibles et la refacturation y afférente imposable fiscalement

3. ETAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine					
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers		53 933 544	53 005 747		927 797
Fournisseurs et comptes rattachés		149 049 454	149 049 454		
Personnel et comptes rattachés		25 180 768	25 180 768		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		18 760 675	18 760 675		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	3 291 134	3 291 134		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts	1 265 610	1 265 610		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		12 385 682	12 385 682		
Groupes et associés		34 869 269	34 869 269		
Autres dettes		151 536	151 536		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		298 887 672	297 959 876	0	927 797
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Empts et dettes contractés auprès d'associés personnes physiques					

A noter qu'il existe aucune dette représentée par des effets de commerce.

L'augmentation du poste Groupe et associés s'explique par le cash-pooling crédeur auprès de NTCE

4. CHARGES À PAYER

Charges à payer	Montant
État - Charges à payer	-876 680
Charges à Payer Organismes Sociaux	-410 622
Intérêts courus sur autres emprunts	5 300
Fournisseurs - Factures non parvenues HG	8 027 170
Fournis.Immobilisations - Fact.non parvenues HG	9 554 196
Dettes provisionnées pour congés à payer déductibles	5 216 607
Dettes prov .Participation Intéressement salariés	11 175 934
Personnel - Autres charges à payer	4 777 564
Charges sociales sur congés à payer	4 489 823
Organismes sociaux - Charges à payer	5 056 679
Fournisseurs - FNP - Articles Non Stock	21 651 564
Fournisseurs - FNP - Produits Finis	415 787
Fournisseurs - FNP - Transport Articles en Stock	639 604
Fournisseurs - FNP - Transport Produits Finis	1 096 660
Fournisseurs - FNP - Articles Stock Correction	1 213 083
Fournisseurs - FNP - Articles Non Stock Correction	3 464 898
Fournisseurs - Factures non parvenues GROUPE FR	7 433 541
Commisions et courtage sur achats	644 467
CAP Autres Impôts et taxes	100 539
Dettes Provisionnées Congés à Payer Non Déductiblee	3 083 156
Charges sociales sur Congés à Payer Non Déductiblee	1 402 668
Organic	1 203 600
Fournisseurs - Factures non parvenues GROUPE	120 374
TOTAL	89 485 910

5. ELÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

Il n'existe pas de transactions significatives conclues à des conditions anormales de marché avec des entités autres que des sociétés détenues en totalité par Nestlé S.A. ou avec des sociétés sœurs elles-mêmes détenues (directement ou indirectement) par Nestlé S.A.. A ce titre, les transactions visées par le règlement ANC 2014-03 ne sont pas présentées de manière détaillée dans la présente annexe.

5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				169 441 079
Production vendue biens		715 585 275	715 585 275	961 644 975
Production vendue services	577 694	55 968 241	56 545 935	49 558 938
Chiffres d'affaires nets	577 694	771 553 516	772 131 210	1 180 644 993
Répartition France/Export en %	0,1	99,9	100,0	
% Variation du CA total			-34,6	

2. SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Elles concernent essentiellement des aides à l'apprentissage.

3. RÉSULTAT FINANCIER

	Exercice N	Exercice N-1
Produits financiers de participations	-36 912	1 552
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	-36 912	1 552
Dotations financières aux amortissements et provisions	106 124	354 268
Intérêts et charges assimilées	358 888	749 209
Différences négatives de change	196 493	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	661 505	1 103 477
RÉSULTAT FINANCIER	-698 417	-1 101 925

4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Rubrique	Charges Exceptionnelles			Produits Exceptionnels			IMPACT NET
	Op. de Gestion	Op. en Capital	Provisions	Op. de Gestion	Op. en Capital	Provisions	
Cessions immobilisations		346 739			3 000		-343 739
Provision sur dépréciation des immobilisations			683 040			683 040	
Projet One Nef			2 423 739			3291 266	867 527
Projet Leonardo							
Crossing							
Amortissements dérogatoires			15 758 469			7 700 487	-8 057 982
Ajustement redevances 2018							
Projet factory 2020 CHOT	9 131 857					9 276 312	144 455
Subvention invest.		6 689			6689		
Autres	1 934 912	0	0		0	2 081	-1 932 830
TOTAUX	11 066 769	346 739	18 865 248		9 689	20 953 186	-9 322 569

5. SITUATION FISCALE

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat Comptable avant Impôt	Impôt	Crédits d'Impôt	Résultat NET
Courant	35 565 392	-5 993 225		29 572 167
Exceptionnel	-9 315 880	1 569 845		-7 746 035
Participation salariés	-6 995 471	1 178 827		-5 816 644,00
Crédits d'impôts				
IS antérieur		512		512
TOTAL	19 254 041	-3 244 041		16 010 000

Montant des reports déficitaires imputés sur le calcul de l'IS

Le taux appliqué pour l'impôt société est de 31%. Il est de 28.92% pour les impôts différés.
L'impôt a été ventilé en ventilant les réintégrations et déductions fiscales du tableau 2058 en fonction que celles-ci concernent le résultat courant ou le résultat exceptionnel.

La charge d'impôt se décompose de la manière suivante :

- Impôt sur les bénéfices 3 244 K€
- Impôt différé : 0 K€
- Crédits d'impôts : 0 K€
- Impôt sur les bénéfices des exercices antérieurs : 0 K€

Résultat avant impôt hors provisions réglementées

	Montants
Résultat net de l'exercice	16 010 000
+ impôts sur les bénéfices	3 244 041
= Résultat avant impôt	19 254 041
+ Amortissements dérogatoires (dotations moins reprises)	8 057 982
+ Autres provisions réglementées (dotations moins reprises)	
Résultat avant impôts hors incidence des évaluations dérogatoires et réglementées	27 312 023
Résultat net de l'exercice hors évaluations dérogatoires et réglementées	24 067 982

Fiscalité latente et différée

La société n'a pas opté pour la comptabilisation des impôts différés.

	N - 1	Correct. ouvert.	Transf vers NPPCOF	N-1 corrigé	Accroisse ments	Allègements	N
<u>I - Accroissement de la dette future d'impôt</u>							
Provisions règlementées	-123 432 176			-123 432 176	-15 758 469	7 700 487	-131 490 158
Subventions d'investissement							
Autres							
Sous-Total I	-123 432 176				-15 758 469	7 700 487	-131 490 158
<u>II - Allègement de la dette future d'impôt</u>							
Provisions non déductibles							
Provisions liées à la prévoyance	25 451 330		-5 238 374	20 212 956	-4 300 770	1 348 218	17 260 404
Provisions pour restructuration	12 683 771		-6 742 741	5 941 030	-3 291 266	2 423 739	5 073 503
Provision pour coupons et marketing	2 204 787		-2 204 787				
Autres PRC		35 043		35 043	-35 043		
Provisions pour charges	2 065 859	30 941	-2 096 800				
Dépréciation des stocks							
Dépréciation des immobilisations	2 763 957			2 763 957	-683 040		2 080 917
Autres							
Charges à Payer non déductibles							
Charges à payer fiscales et sociales	17 065 665		-1 351 887	15 713 778	-13 733 288	13 583 248	15 563 738
Autres							
Quote part en société de personnes							
Sous-Total II	62 235 369	65 984	-17 634 589	-78 765 412	-22 043 407	17 355 205	39 978 562
<u>III - Déficits Reportables</u>							
TOTAL I + II + III	-61 196 807	65 984	-17 634 589	-78 765 412	-37 801 876	25 055 692	-91 511 596
Taux d'impôt	28,92	28,92	28,92	28,92			28,92
FISCALITE LATENTE	-17 698 117	19 083	-5 099 923	-22 778 957			-26 465 154

Signification du sens :

- * un montant positif = Allègement de la dette future d'impôt
- * un montant négatif = Accroissement de la dette future d'impôt

6. INFORMATIONS DIVERSES

1. EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL SALARIÉ

	Effectifs
Cadres	279,00
Agents de maîtrise et techniciens	234
Ouvriers	841,00
Employés	11,00
TOTAL	1 365

L'effectif moyen est la moyenne mensuelle des effectifs de fin de mois.

La gestion du CPF est externalisée.

2. RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Ces éléments ne sont pas communiqués car cela reviendrait à donner des rémunérations individuelles.

3. OPÉRATION D'APPORT PARTIEL D'ACTIFS

Fin décembre 2019, la société NPPF a apporté son activité commerciale et de distribution à la société NPPCOF dans le cadre de la mise en place de New Globe Solution (NGS).

4. IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société Nestlé SA, Avenue Nestlé 55 1800 VEVEY, SUISSE, société de droit suisse. Par conséquent, en vertu de l'article L 233-17 du Code de commerce, la société est exemptée de présenter des comptes consolidés.

5. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Principaux engagements donnés

Il n'y a aucun cautionnement auprès des banques

Le contrat de conditionnement (usine de Veauche) est de 412 000 €.

Principaux engagements reçus

Néant.

Sûretés réelles données

Néant.

6. CONTRÔLE FISCAL

Pas de contrôle au cours de l'exercice .

7. CONTRÔLE URSSAF

Pas de contrôle au cours de l'exercice .

8. EVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Néant